



Canadian Federation for the
Humanities and Social Sciences

Fédération canadienne
des **sciences humaines**

275 Bank, #300
Ottawa ON
K2P 2L6

☎ 613.238.6112
☎ 613.238.6114
fedcan@fedcan.ca

www.fedcan.ca

Le 13 juillet 2010

L'honorable Tony Clement, P.C., M.P.
Ministre de l'Industrie du Canada
300, rue Slater, 16^e étage
Ottawa, Ontario K1A 0C8

Cher Ministre,

Représentant quelque 50 000 chercheurs, étudiants diplômés et praticiens canadiens, la Fédération canadienne des sciences humaines partage l'inquiétude exprimée par d'autres organismes nationaux tels que la Société Statistique Canada, l'Association canadienne économique et la Fédération canadienne des municipalités, au sujet de l'élimination du formulaire détaillé de recensement obligatoire.

Les chercheurs et praticiens, qu'ils soient universitaires, du milieu des affaires, du secteur public ou des groupes communautaires sans but lucratif, ont besoin des données obtenues par le formulaire détaillé de recensement dans leur travail et pour formuler les réponses nationales aux grands défis intersectoriels. Ceci est possible en utilisant des données obtenues sur des périodes prolongées et en regard des normes internationales. Dans une société moderne et dynamique, des données nationales fiables offrent l'information nécessaire pour appuyer des analyses rigoureuses, l'élaboration de politique publique saine ainsi que l'innovation sociale et commerciale.

Bien que le formulaire suscite quelque inconvéient chez un petit nombre de Canadiens, le bien commun cautionné par des données fiables et le corpus de recherche et d'analyse qui en résulte justifient la nature obligatoire de la méthodologie. Le questionnaire détaillé est un élément critique et inestimable de recherche qui étaye notre prospérité économique et sociale. La décision d'éliminer le formulaire détaillé obligatoire minimisera l'impact de plusieurs initiatives de recherche et d'innovation mises en place par le Gouvernement depuis 2006. La grande qualité des données de recensement fait partie de notre marque nationale et de notre avantage canadien. Il ne faut pas s'en départir.

La Fédération canadienne des sciences humaines, au nom des chercheurs et des universitaires canadiens, demande respectueusement de reconsidérer cette décision et de maintenir ce qui est un élément central pour soutenir notre capacité d'entreprendre des recherches sur des questions socio-économiques complexes au bénéfice des Canadiens.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués,

Noreen Golfman
Présidente, Fédération canadienne des sciences humaines